

# It's the economy, *stupid!*

**On prête à Bill Clinton d'avoir eu cette interjection pour expliquer sa victoire inattendue, en 1992, contre G. Bush. Pour les néoconservateurs américains, il n'y aurait qu'un seul sens à l'économie. Raison de plus pour être attentifs aux livres qui ne se situent pas dans ce courant « *mainstream* »\* ...**

Patrick MIGNARD, section LDH Toulouse,  
et Dominique GUIBERT, secrétaire général de la LDH

**A** lors que la crise est bien présente et dérive vers de sérieuses conséquences politiques, le courant dominant de l'économie bouge encore. Malgré des pronostics qui se sont brutalement révélés faux, malgré des préconisations idiotes qui ont enfoncé encore plus des populations et des pays, les économistes reconus continuent de sévir. Et ils affirment que si la crise existe, c'est que nous ne sommes pas encore allés suffisamment sur le chemin de la déréglementation, de la diminution du rôle de l'Etat. Ces *traders*, ces chefs économistes des banques d'affaire, sont pourtant considérés comme les principaux responsables de ces troubles. « *Greed is good* », comme on dit à Wall Street, avec ce cynisme qui sied tant à ceux qui exigent de n'importe quelle activité un rendement à deux chiffres pendant que la croissance est à 2%. Au bout du chemin, des politiques d'austérité sont infligées aux populations des pays qui ont enrichi ces gens-là. Au nom de l'intérêt général que leurs faillites n'entraînent pas celles de tout le pays, des politiques de diminution des salaires, de l'emploi, des revenus de substitution et des politiques sociales conduisent vers la récession. Contrairement à un certain consensus qui laisse croire que



## Sortez-nous de cette crise... maintenant!

**Paul Krugman**  
Flammarion  
septembre 2012  
272 pages, 19€



## Le Prix de l'inégalité

**Joseph E. Stiglitz**  
Les Liens qui libèrent  
septembre 2012  
510 pages, 25€

\* Dominant.

l'économie ne peut se développer que dans un seul sens, des ouvrages font le lit de ces explications. Certains d'entre eux sont des analyses approfondies de ces effrayants mensonges, et avancent les nécessités d'autres politiques économiques, tels ceux de Paul Krugman ou de Joseph Stiglitz. D'autres présentent des propositions alternatives à l'économie capitaliste, comme l'économie sociale, tels ceux de Corinne Bord, ou de Thierry Jeantet et Yann de Kerorguen. C'est un choix non exhaustif, partisan et volontaire : l'économie est une chose trop sérieuse pour être laissée aux seuls économistes classiques.

**P**aul Krugman nous prévient dès la préface... C'est un ouvrage destiné au « *lecteur intelligent moyen, dont l'économie n'est pas la tasse de thé* ». De même, il s'agace que la plupart des ouvrages posent la question « *Comment est-ce arrivé?* », alors qu'il privilégie « *Et maintenant, qu'est-ce qu'on fait?* ».

« *De manière générale, les causes de notre mal sont relativement ordinaires, et l'on pourrait y remédier de façon rapide et assez simple si les personnes occupant des positions de pouvoir comprenaient les réalités.* » Tout est évidemment dans le « *si* » (souligné par nous). L'auteur présente les causes de

la crise comme une gigantesque usine à gaz, où flux et reflux doivent s'équilibrer. A vouloir faire du « *keynésisme* » à haute dose, on finit par le caricaturer, surtout lorsque l'on affirme : « *Le monde dans lequel nous vivons ressemble très manifestement à celui qu'a décrit Keynes.* »

Ce n'est qu'à partir du chapitre 4 que l'on passe aux choses sérieuses : les dérives bancaires, la dérégulation y sont clairement expliquées. Sans complaisance, y est décrit ce que l'auteur appelle judicieusement le « *système bancaire fantôme* ». Il y dénonce le « *grand mensonge* » d'une oligarchie politico-financière (les 1%), capable de toutes les mystifications pour justifier une situation économique qui met à mal les autres 99%.

« *En termes purement économiques, cependant, cette crise n'est pas difficile à résoudre; il suffirait, pour obtenir une reprise rapide et puissante, de trouver la lucidité intellectuelle et la volonté politique d'agir.* » Tout évidemment est dans « *il suffirait* » (souligné par nous).

On peut en effet douter de cette vision optimiste de cette affirmation, quand P. Krugman lui-même nous explique que « *la répartition des revenus au sommet est l'une de ces zones où qui-conque lève la tête au-dessus du parapet subit les attaques féroces de ce qu'il faut bien considérer comme des tireurs d'élite, protégeant les intérêts des riches.* »

On peut d'ailleurs se demander si l'auteur se fait beaucoup d'illusions quand, dans le dernier chapitre, il passe en revue les différentes politiques qui pourraient être envisagées suivant la victoire du camp démocrate ou républicain aux élections présidentielles.

Quand, dans la préface d'un (imposant) ouvrage écrit par un prix Nobel d'économie, on lit: «*Les manifestants ont raison: ça ne va pas*», on est un peu surpris et on ne peut qu'être incité à poursuivre sa lecture. L'étonnement est moins grand quand on connaît l'auteur, Joseph E. Stiglitz...

L'état de l'économie américaine décrit ici rompt radicalement d'avec les discours «*langue de bois*» des politiciens et de leurs experts. L'auteur reprend à son compte trois idées qui exposent l'ampleur de la catastrophe présente et peut-être à venir:

- les marchés ne fonctionnent pas comme ils sont censés le faire, ils ne sont ni stables ni efficaces;
- le système politique ne corrige pas les échecs du marché;
- les systèmes économiques et politiques sont fondamentalement injustes.

Echecs politiques et économiques sont liés et se renforcent mutuellement. La démocratie est passée de «*un Homme, une voix*» à «*un dollar, une voix*»... Déréglementation, libéralisation, ces deux mamelles du capitalisme mondial mettent en danger la démocratie.

La politique a modelé les marchés pour favoriser «*le haut*», aux dépens du reste. Le constat est édifiant: inégalités à tous les étages de l'échelle sociale. Et *no comment*, quand on lit que «*le 1 % supérieur a accaparé 93 % du supplément de revenu créé dans le pays en 2010 par rapport à 2009*»! Joseph E. Stiglitz nous montre, chiffres à l'appui, que, dans les faits, le «*rêve américain*» devient le «*mythe américain*». La réalité économique rend de plus en plus insignifiant le discours idéologique: les inégalités sociales détrônent le mythe américain de l'égalité des chances.

La dernière partie de l'ouvrage tranche, hélas, avec la lucidité virulente de l'analyse des causes et conséquences... Il s'agit d'un programme d'intervention néo-



### L'Économie sociale pour transformer la société

**Corinne Bord**  
L'Encyclopédie du socialisme  
août 2012  
64 pages, 5 €



### Sociétale démocratie: un nouvel horizon

**Thierry Jeantet et Yan de Kerorguen**  
Lignes de repères  
mars 2012  
113 pages, 12 €

keynésien, comme la gauche européenne nous en a produit, sans succès, depuis quelques années.

S'il ne fallait cependant retenir qu'une phase de l'auteur, citons: «*On ne peut évaluer le succès d'une économie qu'en regardant l'évolution des niveaux de vie (au sens large) de la grande majorité des habitants, sur longue période.*» Ce n'est peut-être pas complet, mais ce n'est déjà pas si mal.

On peut facilement partager l'argument: le capitalisme financier ne peut plus ruiner la société, les gens et la planète, en plaçant comme but de l'économie l'extraction du plus de profit possible dans le temps le plus court possible.

Le premier de ces petits livres est plus didactique, pendant que le deuxième est plus prospectif, mais ils se complètent et plaident pour l'idée que l'économie sociale et solidaire peut être une alternative, non au capitalisme mais à la dictature de la concurrence par les marchés. Selon eux, cette dernière ne produit pas de la richesse, mais de la détresse: quand on gagne plus d'argent en spéculant à court terme sur des produits risqués, donc avec des taux très élevés, qu'en plaçant à long terme sur des produits longs, mais à (trop) faible rendement, l'argent produit de l'argent et l'utilité sociale est inexistante.

La question posée est celle de la finalité de l'économie. Que produire? Pour qui produire? Comment produire? Et les auteurs posent alors les questions des produits, de leur nature et utilité. Non seulement c'est le type de production et de ses méthodes qui est en cause, mais aussi le rôle des entreprises. Elles devront prendre en charge la totalité du processus dans le cadre d'une responsabilité sociale qui interdirait, de fait, de renvoyer vers la collectivité le soin de régler leurs nuisances et leurs effets négatifs sur l'environnement.

Elles devront concevoir un mode de production économe en ressources, respectueux des femmes et des hommes qui y travaillent. La conception qui fait d'une entreprise une entité régie par son propre développement et renvoyant les conséquences de ce qu'elle fait vers l'extérieur n'est pas ou plus tenable.

On peut en tirer un principe d'action politique: une «*citoyenneté sociale*», articulant l'engagement civique et l'exercice de droits économiques et sociaux, et donnant autant d'importance à l'individuation qu'à la solidarité. Dès lors se pose la question d'agir autrement, pour conjuguer liberté et égalité, et être à la hauteur des enjeux d'une crise systémique, environnementale, économique, sociale.

Ces questions sont politiques. Quelles forces réunir pour qu'un autre monde devienne possible? Quelles mobilisations citoyennes assez puissantes pour donner aux droits plus d'égalité et d'universalité? Comment contribuer pratiquement à un pouvoir collectif d'intervention sur certains choix économiques et sociaux, pour mieux garantir égalité et effectivité des droits? Car il faut rappeler que la coupure entre l'économique et le politique, et la soumission du social à l'économique ont toujours permis le maintien de l'ordre inégalitaire établi. La «*société civile*», en revanche, par ses alliances de «*valeurs sociales*», montre aux acteurs politiques que les principes d'égalité, de solidarité, de citoyenneté sont les fondements d'une démocratie à la fois politique, économique et sociale. ●